



Contribution externe Le rôle d'un fonctionnaire « prostitution » dans la prévention et la lutte contre la traite des êtres humains

*Lieve Huijskens,
Fonctionnaire « prostitution »
Ville d'Anvers*

La ville d'Anvers croit fermement en l'importance d'un fonctionnaire « prostitution ». Depuis 2000, la ville emploie un travailleur à temps plein pour le programme portant sur la prostitution. L'accent est mis sur la contribution à la sécurité et à la santé des travailleurs du sexe. En outre, le programme s'avère également utile dans la lutte contre la traite des êtres humains.

Dans le passé, on ne pensait pas vraiment qu'un gouvernement local pouvait contribuer à la lutte contre le crime organisé. Aujourd'hui, nous voyons de plus en plus de coopération avec des partenaires supra-locaux. Les programmes ou les projets montrent souvent à quel point cette coopération peut être fructueuse et judicieuse. Un fonctionnaire « prostitution » peut rapidement se mettre au travail à partir de signaux ou de constatations sur le terrain.

À Anvers, nous travaillons aux côtés d'une équipe « prostitution » intégrée au service de quartier de la zone de police d'Anvers : ce qui les rend très présents et accessibles. L'équipe peut travailler proactivement avec les travailleurs du sexe. Pour l'assistance, nous pouvons compter sur Violet et Boysproject (CAW Antwerp). L'équipe en charge de la prostitution et les travailleurs sociaux signalent les nouvelles tendances, les phénomènes et les problèmes. Le fonctionnaire « prostitution » participe à la recherche de solutions possibles et coopère à cette fin avec un large réseau d'experts. Il s'agit souvent d'autres villes, d'organisations ou d'universitaires. Le fonctionnaire « prostitution » élabore une proposition et la présente aux responsables politiques. Après accord, il mène à bien cette politique décidée.

Une politique d'approche intégrale de la prostitution

La politique d'approche intégrale de la prostitution adoptée par la ville d'Anvers trouve sa source en 1999. C'est à cette période que le quartier de la prostitution en vitrine a été réaménagé, avec les certificats de conformité des locaux et des propriétaires y afférents. La ville a opté pour une forme visible de prostitution : de quoi permettre aux autorités locales de mieux les gérer et les contrôler et ce, à plusieurs niveaux : santé, conditions de travail, influence criminelle, nuisances et lutte contre la traite des êtres humains. Cette façon de penser constitue toujours la base de notre politique : « là où les activités de prostitution sont exercées, il faut que cela se fasse de manière à ne pas nuire à la santé et au bien-être social du travailleur du sexe et à réduire ou éliminer les effets négatifs de l'activité de prostitution sur la société en général ».

À l'échelle belge, la ville ne dispose que d'une marge de manœuvre limitée pour organiser la sécurité et la santé en matière de prostitution. Mais Anvers fait preuve de créativité dans ce domaine. Nous utilisons principalement le pouvoir administratif de la ville et de la police pour garder un œil sur toutes les branches, en complément de la politique du ministère public. C'est parce que nous avons cette vue d'ensemble que nous pouvons bien réagir et déterminer une stratégie.

Lutte contre la prostitution des adolescents et résultats

En 2017 et 2018, le secteur de l'hôtellerie a connu une augmentation des victimes de proxénètes d'adolescents (mineurs et jeunes majeurs). Une coopération entre la zone de police d'Anvers, la Ville et les hôtels du réseau d'information de quartier (BuurtInformatieNetwerk- BIN) a donné lieu à l'approche « hôtels sensi ». Quelques hôtels spécifiques ont reçu un appel d'avertissement de l'équipe chargée de la prostitution et un dépliant d'information. Le but était :

- que les exploitants forment leur personnel plus spécifiquement ;
- que des directives sur l'enregistrement soient formulées ;
- que l'attention soit portée sur la question de la traite des êtres humains et de la prostitution des adolescents.

Les hôtels qui refusaient obstinément de coopérer étaient temporairement fermés. Cette approche a fonctionné très rapidement et efficacement. L'action a eu un impact majeur sur le secteur. Les exploitants malhonnêtes ont été

exclus ou leur comportement a été rectifié. L'inconvénient de cette approche est que le problème s'est déplacé. Les zones de police et les communes voisines ont sollicité notre aide parce qu'elles ont observé des pratiques similaires dans leur région. Conclusion : une approche locale est efficace, mais pour aller à la racine d'un problème, la coopération et le suivi supra-local s'imposent.

Essor des médias sociaux et des applications de publicité sexuelle

La prostitution des adolescents pose encore toujours problème. On assiste à un déplacement vers des hôtels de la périphérie anversoise. On observe également un glissement des sites web habituels de publicité sexuelle (tels que redlights.be ou afspraakjes.nl) vers des applications telles que Snapchat, Instagram, Tinder, etc. Nous recevons ce signal à la fois de la police et des services d'aide. Ce glissement s'observe également dans la prostitution adulte et était déjà présent dans la prostitution masculine et transsexuelle. En enquêtant et en coopération avec la police et les services d'aide, nous cherchons maintenant des solutions pour répondre à cette tendance. Ce n'est pas simple, car la crise du coronavirus et la fermeture du secteur visible de la prostitution ont accéléré ce processus.

Le secteur non visible avec ses avantages et ses inconvénients

Dans le secteur de la prostitution, internet a probablement aussi augmenté les capacités d'action des travailleurs du sexe. Ils n'ont plus besoin d'intermédiaires pour obtenir des clients ou trouver un emplacement. Ils utilisent, par exemple, Airbnb et placent eux-mêmes des annonces. Dans le passé, la présence d'un homme lors d'une inspection à la réception à domicile était très souvent synonyme de « petit ami » (alias proxénète). Désormais, il n'est pas rare de voir un groupe de filles demander à un chauffeur de leur village, en Roumanie par exemple, de les accompagner et une relation commerciale s'établit. Le chauffeur reçoit alors 1.000 euros pour conduire les filles en toute sécurité dans la voiture et est autorisé à passer la nuit sur le divan de l'Airbnb. Tout n'est plus tout noir ou tout blanc.

Nous voyons encore des situations où des intermédiaires s'occupent de l'hébergement, des chauffeurs, etc. Nous en faisons l'inventaire. Il s'agit d'informations utiles que la police utilise rétroactivement lorsqu'une personne s'avère être victime dans le cadre d'une enquête judiciaire. Avec l'essor d'Airbnb et d'autres hébergements, beaucoup plus

de choses peuvent passer sous le radar. Une solution s'impose. Localement, nous avons commencé à prendre la mesure du phénomène et à engager les partenaires concernés dans une approche commune.

Ce qui nous inquiète, c'est que la prostitution est devenue bien moins visible. Jusqu'à présent, nous avons été très pragmatiques pour les escortes et les réceptions à domicile. Nous tolérons ces activités si elles ne causent aucun désagrément. Cela ne signifie pas que nous ne faisons rien. La police vérifie la sécurité des travailleurs du sexe, les conditions, etc. par le biais d'un contrôle administratif. La ville utilise ce moment pour orienter les personnes vers les services d'aide et de santé.

Si l'offre dans le secteur non visible continue d'augmenter au détriment du secteur visible (prostitution en vitrine et commerce du sexe) :

- nous pouvons alors toucher bien moins de travailleurs du sexe pour leur offrir sécurité et santé ;
- et il devient (plus) difficile de créer un lien de confiance.

De plus, dans ce cas, nous nous attendons à davantage de nuisances et de plaintes y afférentes. Par conséquent, nos contrôles administratifs vont/devront adopter une approche différente. Dès lors que l'équipe chargée de la prostitution doit assumer un rôle plutôt répressif, nous nous attendons à ce que les travailleurs du sexe eux-mêmes fassent beaucoup moins de signalements (sur, par exemple, les viols, les vols, la violence, la traite, etc.).

Personnes d'origine sud-américaine et nigériane lors de contrôles menés lors de réceptions à domicile

Pour les réceptions à domicile, nous avons vu certains phénomènes se déplacer, parfois comme un effet secondaire involontaire. En 2017, par exemple, nous étions préoccupés par le groupe des sud-américaines (avec ou sans permis de séjour espagnol). Elles ne parlaient qu'espagnol et se laissaient aider par une personne qui leur fournissait un logement/« drive-in » du sexe et organisait les rendez-vous avec les clients par téléphone. Après enquête et coordination avec d'autres villes, nous avons conclu qu'il ne s'agissait généralement pas d'exploitation ou de traite des êtres humains. À Anvers, ce groupe de sud-américaines loue des appartements entiers (sans pour autant se connaître). Cela contraste avec la situation aux Pays-Bas, où elles sont souvent logées dans une petite chambre avec une personne qui, par exemple, vit de l'aide sociale et essaie de gagner un revenu supplémentaire.

Pourtant, ces sud-américaines d'Anvers vivent dans des conditions précaires et leur situation reste préoccupante.

Un autre exemple concerne la tendance en 2018 des jeunes filles mineures et nigérianes. Actuellement, nous ne trouvons pratiquement pas de mineures et bien moins de Nigérianes dans le secteur de la réception à domicile, car les risques d'être prises en flagrant délit sont trop élevés en raison de nos contrôles administratifs. Cela ne résout pas le problème de la traite des êtres humains en Belgique et contribue à un effet de vases communicants. Si toutes les zones de police belges effectuaient des contrôles administratifs sur la même base qu'à Anvers, cela permettrait de mettre en évidence la traite des êtres humains dans le secteur non visible et d'ouvrir des enquêtes judiciaires.

Choix de la prostitution en vitrine

À Anvers, vous ne trouverez plus jamais de mineure derrière les vitrines, ni de personne sans papiers, ni de personne contrainte d'être là par sous-location. Depuis 2014, il existe un agenda d'occupation des vitrines, devenu HookUp en 2020 (www.hookup.antwerpen.be). Il s'agit d'une application internet sur laquelle les travailleurs du sexe peuvent enregistrer une location directement auprès d'un propriétaire par le biais d'un QR-code dans les 30 jours qui suivent. Ainsi, la police sait quand quelqu'un de nouveau commence dans le quartier. Elle va directement se présenter. La police choisit délibérément de procéder à l'admission sur le lieu de travail, loin des oreilles indiscrettes. La police effectue également des contrôles sporadiques en se basant sur HookUp et s'efforce à ces occasions d'instaurer la confiance auprès des travailleurs du sexe. Cette application oblige les propriétaires à rencontrer physiquement les travailleurs du sexe au moins une fois par mois et exclut toute possibilité de sous-location. Les infractions sur HookUp sont sanctionnées par des mesures administratives (de l'amende administrative à la fermeture). La ville a également élaboré une section d'aide sur cette plateforme HookUp avec des films d'animation, des liens vers les services d'aide et même un lien vers la boîte mail de la police : le tout dans la langue de votre choix, afin d'en augmenter l'accessibilité.

Projet salons de massage

En 2014-2016, nous avons assisté à l'arrivée de salons de massage asiatiques (principalement chinois). Nous avons commencé à nous faire une idée du problème. En collaboration avec des partenaires supra-locaux tels

que le Contrôle des Lois sociales (CLS), le SPF Finances, l'inspection sociale, le parquet et l'auditorat du travail, l'OE, et d'autres, nous avons dressé le tableau suivant :

- ces masseuses étaient majoritairement de nationalité chinoise ;
- elles ont obtenu leurs papiers principalement par mariage de complaisance (contrairement aux Pays-Bas où elles séjournent souvent grâce à un visa étudiant) ;
- les exploitants malhonnêtes cherchaient davantage à commettre une fraude fiscale qu'une exploitation sexuelle. Les masseuses chinoises s'acquittent souvent d'une dette envers les passeurs au cours des premières années, mais ces derniers n'ont pas de lien direct avec les exploitants des salons de massage. En raison de leur méfiance à l'égard du gouvernement, de leurs faibles connaissances linguistiques et de leur dépendance multiple à l'égard de leur réseau limité en Belgique, elles sont particulièrement vulnérables. Elles répondent souvent à des annonces publiées dans les journaux chinois locaux et se retrouvent dans les salons. Du fait de montages, elles travaillent comme de faux indépendants et gagnent très peu. En offrant des services supplémentaires aux clients, elles tentent de rembourser leurs dettes vertigineuses.

Grâce à la coopération et l'élaboration de règles locales, nous avons pu nous attaquer au phénomène au niveau local. En mettant l'accent sur l'aide, nous avons tenté de réorienter les masseuses vers d'autres activités et de les mettre en garde contre les conséquences du statut de (faux) indépendant.

Déploiement de mesures administratives contre la traite des êtres humains

Une politique locale en matière de prostitution et la mise en place d'un fonctionnaire « prostitution » ne sont pas la panacée. Il s'agit toutefois d'un maillon nécessaire dans une approche belge de la traite des êtres humains. Pour passer à l'action plus rapidement, pour approcher ou engager les bonnes personnes et pour le maintien de l'ordre. Le bourgmestre a la possibilité de fermer un bâtiment en cas de suspicion de traite des êtres humains pour une durée maximale de 6 mois. Grâce à cette politique de tolérance zéro, l'exploiteur ressent immédiatement les conséquences de sa mauvaise conduite. D'autres exploitations sont ainsi averties et mises devant leurs responsabilités, qu'il s'agisse d'un hôtel, d'un Airbnb, d'un commerce du sexe, d'un marchand de sommeil ou d'un salon de massage.

Les policiers, les services d'inspection et les magistrats gagnent certainement à adopter une approche commune. En effet, avant même d'avoir une décision de justice sur les faits, un signal fort est envoyé.

Besoin d'une approche fédérale et flamande

Pendant la crise du coronavirus encore, nous avons malheureusement observé les limites de la réglementation fédérale en matière de prostitution. Le secteur de la prostitution est souvent passé sous silence et peu de choses sont prévues pour les travailleurs du sexe ou les exploitants. Nous en avons rapidement ressenti les conséquences et nous avons pu « éteindre les incendies » en distribuant des colis alimentaires supplémentaires et des bons d'alimentation, en jouant le rôle de médiateur dans les litiges relatifs aux loyers, etc. Mais faute de statut, de nombreux travailleurs du sexe ont dû exercer dans l'insécurité, la dépendance et la vulnérabilité. Cela a indéniablement un impact sur les situations d'exploitation et de traite des êtres humains. Malgré nos bonnes relations avec les partenaires supra-locaux, un point de contact au niveau flamand et fédéral serait le bienvenu. Nous avons déjà quelques idées de coopération au niveau national. Pourquoi pas une initiative visant à perturber le marché de la traite des êtres humains en ligne, combinée à une approche administrative conjointe, en trouvant des moyens d'impliquer les clients dans la lutte contre l'exploitation, en utilisant des recherches en source ouverte sur Internet en cas de dénonciation (anonyme) ou d'inquiétude, etc.

À Anvers, on ne manque pas d'enthousiasme ni d'ambition. Oui, une autorité locale peut également jouer un rôle dans la lutte contre la traite des êtres humains, et cela ne s'arrête pas à la prévention et à l'assistance.